

Recherches sociographiques



Gilles PRONOVOST (dir.), *Comprendre la famille*

Anne-Marie Ambert

Volume 37, Number 2, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057053ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057053ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ambert, A.-M. (1996). Review of [Gilles PRONOVOST (dir.), *Comprendre la famille*]. *Recherches sociographiques*, 37(2), 354–357.
<https://doi.org/10.7202/057053ar>

Gilles PRONOVOST (dir.), *Comprendre la famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1994, 462 p.

Cet ouvrage réunit une majorité des essais présentés au deuxième colloque de recherche sur la famille tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1993. Le premier colloque de 1991 a aussi donné lieu à un recueil également intitulé *Comprendre la famille* (1992) et sous la direction de Gilles PRONOVOST. (Cette duplication de titre est déroutante.) La collection d'articles de 1994 se divise en deux parties. La principale, qui est le sujet de ce compte rendu, porte sur la recherche et l'intervention, alors que la seconde est constituée de débats et de discussions sur divers aspects de l'intervention et des communautés culturelles.

Une des qualités principales de cet ensemble de textes est son orientation pluridisciplinaire. Des articles écrits par des psychologues, sociologues, économistes et avocats en côtoient d'autres présentés par divers intervenants sociaux. Ce genre de collaboration est peu courant et devrait servir d'exemple dans le domaine de la famille.

Un second avantage du recueil réside en ce qu'il contient diverses approches méthodologiques et styles de rédaction. Ainsi y trouve-t-on des analyses qualitatives, démographiques, statistiques de même que des essais critiques et exploratoires. Il en résulte que ce livre peut être apprécié par une grande diversité de lecteurs.

Plusieurs articles sortent du cadre traditionnel de l'étude de la famille québécoise et mettent l'accent sur les familles de diverses origines ethniques. Cet aspect est louable. On trouve d'ailleurs d'autres essais de ce genre dans le premier volume et, à ce titre, ces colloques comblent des lacunes évidentes dans la recherche sur la famille.

Après une introduction pertinente par Agnès PITROU, « Comprendre la famille: une recherche en évolution », le premier thème intitulé « Familles, générations, solidarités » s'ouvre avec un article d'ordre démographique sur l'évolution des revenus des familles au cours des dernières décennies. Cet article informatif de Simon LANGLOIS est suivi d'un essai de Johanne CHARBONNEAU qui utilise le don comme instrument pour définir qui est considéré membre d'une famille. Elle aborde, entre autres, le sujet de la succession des conjoints qui est un domaine fort peu étudié dans la recherche sur la séparation conjugale.

Je veux souligner l'analyse qui suit, celle de Michèle KÉRISIT et Nérée ST-AMAND. Ces auteures présentent une excellente critique et mise au point au sujet du concept des « familles-problèmes » et ajoutent une discussion pertinente d'autres approches permettant l'emprise (*empowerment*). Cet article mérite d'être lu très attentivement, autant par les intervenants sociaux que par les chercheurs. Le texte de Michèle VATZ Laaroussi sur les « stratégies familiales: pour un travail social avec la famille » complète le précédent en se centrant sur les familles immigrantes et leurs stratégies d'acculturation ainsi que sur le rôle que l'enfant y joue. Je cite: « L'état actuel de notre réflexion nous amène ainsi à poser l'hypothèse que les stratégies familiales peuvent représenter un outil conceptuel pour passer du travail social sur la famille au travail du social avec les familles » (p. 86). Bien dit, compte tenu de l'ingérence professionnelle accrue auprès des familles.

Le second thème, « Aspects juridiques, économiques et démographiques », m'est moins facile à évaluer puisqu'il se situe en dehors de mes compétences immédiates. Cela dit, l'analyse sur les marqueurs de la fécondité au Québec par Madeleine GAUTHIER et Johanne BUJOLD, bien que ne présentant pas de nouvelles données, se démarque d'autres analyses

démographiques du genre en ce que les auteures portent une attention particulière, bien que pas quantifiable, au fait que le coût des nouvelles aspirations économiques des dernières décennies « ne permettait plus l'entretien d'une famille nombreuse » (p. 98). D'autre part, les auteures ont aussi le mérite d'examiner brièvement le manque d'encouragement à la parentalité. Leur analyse à ce point de vue aurait pu contenir une discussion des éléments culturels, plutôt qu'étatiques, de nos sociétés modernes qui découragent peut-être la parentalité. Entre autres, on pourrait suggérer le blâme envers les mères, la dévalorisation des parents, et la professionalisation du parentage.

Hélène BELLEAU étudie l'adoption internationale sous une nouvelle optique, celle du phénomène migratoire. Les considérations théoriques présentées ne sont qu'esquissées, mais il est à souligner que l'auteure est étudiante au doctorat. Du point de vue des sciences juridiques, Mario PROVOST se demande si la législation n'aurait pas eu l'effet de favoriser l'union de fait au détriment du mariage. En tant que sociologue, j'ai trouvé cet essai fort instructif. Du côté des sciences économiques, Pierre LEFEBVRE, Liliane BROUILLETTE et Claude FELTEAU ont sévèrement éprouvé mon manque de connaissances en présentant une analyse statistique très poussée, algébrique je dirais, sur « La nouvelle prestation fiscale fédérale pour enfants : effets sur l'équité et la fécondité au Canada et au Québec ». Heureusement que, pour ces lecteurs qui, comme moi, sont moins chevronnés dans ce domaine, les conclusions des auteurs sont tout à fait claires.

Enfin, cette section, qui éclaire plus mon ignorance que les mérites et les lacunes des auteurs, se termine par une présentation de données très intéressantes et détaillées sur l'emploi du temps des mères salariées. Francine DESCARRIES et Christine CORBEIL confirment ce que d'autres ont trouvé : que les mères sont toujours les responsables principales des travaux ménagers les plus routiniers et les plus quotidiens. À noter : « les exigences journalières de la sphère professionnelle apparaissent avoir davantage d'impact sur l'organisation de la vie familiale que l'inverse. Ce serait donc la famille qui se plie davantage aux exigences du travail que la structure de l'emploi qui s'adapte aux besoins » de la famille (p. 191).

Le troisième thème, sur les « Communautés culturelles », débute par un texte de Régent CHAMARD qui présente des statistiques informatives sur les familles immigrantes au Québec et au Canada, leur taux relatif de pauvreté et de recours à diverses mesures d'aide sociale. Une brève description des stratégies d'intégration des familles réfugiées (André JACOB et collègues) suit. Cette trilogie se complète par les résultats d'une recherche menée par Bernard TERRISSE, Sylvie TROTTIER et Danny CHEVARIE sur le thème « valeurs éducatives parentales, origine ethnique et classes sociales ». L'échantillon comprend 60 familles latino-américaines et 60 familles québécoises de souche. Malheureusement, les auteurs ne peuvent, en leurs propres mots, « parvenir à des conclusions plus précises et étayées » malgré les nombreux résultats présentés, car ils doivent poursuivre leurs analyses.

Comme chaque colloque met l'accent sur diverses facettes de la famille, ce volume de 1994 consacre un bon nombre d'articles à la négligence et la maltraitance des enfants, un problème social qui est présentement prioritaire chez les scientifiques et les intervenants. On retrouve dans ce corpus d'articles qui constitue le quatrième thème intitulé « Questions familiales, questions sociales », d'intéressantes perspectives rarement discutées ailleurs. Gaby CARRIER et Suzanne BEAUDOIN nous offrent un article descriptif sur « La situation familiale des enfants déplacés » où on nous rappelle que les enfants en lieu d'accueil ont un taux élevé de déplacements, proviennent de milieux où se combinent pauvreté et monoparentalité

féminine et que les trois quarts ont au moins un frère ou une soeur en placement. On décrit aussi les contacts que ces enfants ont avec leur milieu familial. Bien que cet exposé ne représente pas exactement du nouveau, il entre bien dans le cadre du colloque.

Une recherche portant sur « Prise de décision et intervention auprès des enfants négligés en Monténégrie » et due à Jacqueline OXMAN-MARTINEZ et Jacques MOREAU montre que les interventions des praticiens sociaux augmentent souvent le stress des mères. Effectivement, il y a fort peu de recherches sur l'aspect négatif de certaines interventions cliniques ou sociales. Les auteurs ajoutent : « [...] il est frappant de noter que plus d'un tiers des praticiens [...] considèrent que les services actuels ne correspondent ni aux besoins de l'enfant ni à ceux de sa famille [...] » Bien qu'Ercilia PALACIO-QUINTIN et ses collaborateurs mettent l'accent sur les mères dans leur recherche sur les « familles négligentes », ils nous rappellent que « les pères ou les substituts sont impliqués dans la violence envers l'enfant dans 51 % des cas. Quant à la négligence, elle est rarement attribuée au père » (p. 314). Ici, ils mettent le doigt sur la facette oubliée dans l'étude de la négligence des enfants : le rôle du père, même s'il est souvent indirect et occasionné par l'absence du père plutôt que par sa participation. Malheureusement, ce sont les mères qui ont la responsabilité à part presque entière des soins aux enfants. Il en résulte que ce sont les mères que les scientifiques considèrent surtout dans leurs recherches, souvent à tort¹.

Sur cette même note, on doit aussi apprécier « les enjeux éthiques de l'intervention professionnelle dans les situations familiales de maltraitance » soulignés par Pierre-Paul PARENT *et al.* On se questionne justement fort peu là-dessus et leurs remarques sont très pertinentes. Ces chercheurs montrent, entre autres, comment les intervenants étirent souvent la définition de la violence et que le concept « famille à risque » en arrive parfois à devenir l'équivalent de « à risque de ne pas pouvoir suivre les valeurs dominantes » (p. 335). Quant à l'étude de Carl LACHARITÉ, Ercilia PALACIO-QUINTIN et Jacques MOORE sur « La perception de soi et de la figure maternelle chez l'enfant maltraité », elle relie l'effet de la perception que la mère a de son enfant à la perception qu'à celui-ci de la figure maternelle et des figures enfantines. Les auteurs incluent un groupe contrôle. Bien que les résultats me paraissent intéressants, la base théorique soulève de nombreuses questions d'ordre sociologique, surtout sur l'absence d'une définition qui puisse être interculturelle de la disponibilité émotive et de la sensibilité aux besoins des enfants (de la part des mères). Comment pourrait-on évaluer cette disponibilité et cette sensibilité dans d'autres contextes culturels ?

Le but de la recherche suivante, dans les mots de l'auteure, Nicole BOLDDUC, était « d'explorer le lien entre le fonctionnement familial et le rendement scolaire auprès d'un échantillon d'enfants de troisième année primaire en classe régulière » (p. 366). Une analyse de régression multiple se solde en une interaction statistique entre la scolarité du père et le revenu familial pour expliquer le rendement scolaire. Sans doute par manque d'espace, les corrélations observées dans le modèle relationnel entre diverses variables ne sont pas suffisamment développées et il faudra attendre un article plus complet de la part de l'auteure. L'essai final, par Gilles HARVEY, Luc MOREL et Brigitte BROSSARD, décrit le programme de promotion de l'activité physique familiale en milieu municipal, programme appelé « Famille au jeu ».

1. Anne-Marie AMBERT, « An international perspective on parenting : social change and social constructs », *Journal of Marriage and the Family*, 1994, p. 525-543.

La dernière partie du livre, «Débats», contient 50 pages de remarques par divers participants au colloque. Je présente mes vives excuses à ces auteurs si l'espace ne me permet pas de rendre justice aux points qu'ils soulèvent.

Je regrette aussi de ne pas avoir l'espace pour discuter des articles du volume de 1992, mais je voudrais au moins souligner l'introduction de Renée B.-DANDURAND et de Gilles PRONOVOST. Ces chercheurs nous rappellent que la famille est «un des objets de recherche les plus chargés d'idéologies et d'émotivité» (1992, p. xix) et «qu'être parent de nos jours ne va pas de soi, tout comme il semble qu'il soit de plus en plus difficile d'être enfant» (p. xxiii). Il ne faut surtout pas oublier l'avertissement très pertinent de Maurice CHAMPAGNE qu'il «serait encore possible, sous certaines pressions toujours à la mode, que le Québec se dote d'une "politique de l'enfance" qui deviendrait a-familiale, voire a-parentale» (1992, p. 696). L'étude de la famille ne doit pas se laisser enliser dans le *political correctness* ni se laisser emporter par les divers vents idéologiques qui soufflent de façon aléatoire, mais avec beaucoup de force, et qui ne laissent derrière eux qu'une vacuité intellectuelle et des interventions qui risquent de ne servir que les intérêts des professionnels².

Anne-Marie AMBERT

Département de sociologie,
Université York.

Madeleine GAUTHIER, *Une société sans les jeunes ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 390 p.

Il y a bientôt dix ans, lors de l'Année internationale de la jeunesse, paraissaient les actes d'un colloque organisé sous les auspices de l'Institut québécois de recherche sur la culture ayant pour titre *Une société des jeunes ?* Le titre, par son point d'interrogation, invitait à tempérer les contributions qu'il coiffe, donnant à penser que la société québécoise était le fait des jeunes, de la jeunesse. La question inverse est posée aujourd'hui dans le récent livre de Madeleine Gauthier, *Une société sans les jeunes ?*, une des dernières publications des éditions de l'IQRC.

En dix ans donc la société québécoise aurait exclu les jeunes comme cela semble se produire dans la plupart des sociétés occidentales. Ils ne sont pas pour autant exclus des études sociologiques, parmi lesquelles le nom de Madeleine Gauthier figure en première place. Le livre qu'elle présente constitue une sorte de bilan de ses travaux publiés sous forme d'articles sans être toutefois un recueil. L'ouvrage conserve les qualités de concision et de précision qui font pratiquement de ses écrits des exposés pédagogiques.

2. Frank D. FINCHAM *et al.*, «The professional response to child sexual abuse: whose interests are served?», dans *Family Relations*, 1994, p. 244-254.